

Avis voté en plénière du 14 décembre 2016

# La construction d'une Europe dotée d'un socle des droits sociaux

## Déclaration du groupe UNSA

Tous les avis du CESE sont, évidemment, essentiels et fondés mais certains interviennent à des moments où la gravité l'emporte, car la conscience est là que l'histoire est peut-être en train de se jouer sous nos yeux.

Le Brexit, l'accès au pouvoir de majorités nationalistes plus ou moins xénophobes nous le disent: l'existence-même de l'Europe est aujourd'hui en cause.

Les courants nationalistes, les populismes montent au cœur de notre continent avec l'objectif avoué de faire éclater l'Union Européenne. Leur terreau d'enracinement ? Il est connu. Il est fait de chômage, de pauvreté, d'inégalités croissantes, il est fait aussi de distanciation démocratique, de doutes et de pessimismes qui ont viré à la peur et au rejet.

A tout cela, il y a des responsabilités politiques évidemment et donc des négligences et des erreurs à ne pas reproduire. Mais quand la maison menace de s'écrouler, plus qu'aux procès et à leur longue instruction, l'heure est aux solutions.

La construction d'un socle européen des droits sociaux en est une, essentielle, parce qu'elle vise les citoyens européens, leurs conditions de vie et de travail, bref tout ce qui les motivent et que l'Europe a trop négligé ou oublié, au profit d'approches technocratiques ou économistes. L'avis qui nous est proposé le dit. C'est la première raison pour laquelle l'UNSA le soutient.

Mais on ne ravivera pas ou on ne reconstruira pas le soutien populaire au projet européen en ignorant ce que nous disent celles et ceux qui en sont venus massivement à le rejeter. Ils doutent de la capacité de l'Europe à les écouter sur leurs problèmes, ils doutent de la capacité de l'Europe à faire, ils voient dans l'Europe un frein et non pas un outil de construction et de solution.

Cette réalité peut ne pas nous plaire, mais, si nous voulons la changer, et il le faut car il n'y aura pas de relance de l'Europe sans une adhésion citoyenne refondée, il faut l'affronter.

Or, en rejetant l'idée d'un socle, collection de principes généraux abstraits, au profit d'un socle centré sur l'effectivité des droits qu'il proclame, en proposant aussi que le socle mette l'accent sur la portabilité des droits, c'est-à-dire ouvre à tous les Européens une réponse positive, protectrice et sécurisante aux mutations économiques, numériques et écologiques, l'avis qui nous est proposé a décidé d'affronter la réalité en offrant aux citoyens des perspectives nouvelles à la fois ambitieuses et concrètes. C'est la seconde raison fondamentale pour laquelle l'UNSA le soutient.

Nous soutenons globalement les 36 recommandations qui concrétisent cet avis car nous y avons contribué dans le cadre du travail collectif de 3 sections.

Cet avis est une saisine gouvernementale. Il faut saluer cette initiative car, l'avis le dit encore avec raison, l'association la plus large des parties prenantes est bien l'une des clés de la réussite en matière économique

et sociale. Souhaitons que, malgré la proximité des échéances, le gouvernement nourrisse la parole qu'il portera au nom de la France dans le débat européen des préconisations du CESE.

Le politique ne s'affaiblit pas en prenant en compte la société civile, au contraire il en est renforcé. La démocratie ne s'affadit pas en conjuguant ses volets politique et social, au contraire elle prend toute son acception.

Au-delà du débat européen qui nous le montre, nous souhaitons que tous les acteurs l'entendent bien au moment où un grand débat électoral va s'ouvrir dans notre pays.

L'UNSA, européenne de toujours, de cœur et de raison, a voté cet avis.